

REPUBLIQUE DU BURUNDI



MINISTRE DES FINANCES, DU BUDGET ET DE LA PLANIFICATION ECONOMIQUE

CABINET DU MINISTRE

Projet d'amendement de certaines dispositions de la Loi n°1/08 du 20 mai 2021 portant modification de la Loi n°1/17 du 25 septembre 2007 portant organisation du Système Statistique National au Burundi

EXPOSE DES MOTIFS

I. CONTEXTE

L'élaboration et la promulgation de la Loi n°1/08 du 20 mai 2021 portant modification de la Loi n°1/17 du 25 septembre 2007 portant organisation du Système Statistique National (SSN) au Burundi sont intervenues dans un contexte où le Gouvernement du Burundi faisait face aux défis liés à l'utilisation et l'exploitation des statistiques officielles et non officielles.

Les changements attendus de la mise en œuvre de cette Loi n'ont pas été appréciés par certains partenaires au développement et utilisateurs des données statistiques suite à l'obligation d'utiliser les statistiques officielles dans le contexte actuel nécessitant la production des statistiques conjoncturelles jusque-là non encore produites par le SSN (impact de la pandémie de la Covid-19 et de la crise russo-ukrainienne sur la vie des ménages et le développement des entreprises ; les statistiques liées aux catastrophes ; etc.).

Ainsi, dans le cadre du maintien d'un dialogue permanent entre producteurs et utilisateurs des données statistiques produites par le système statistique national du Burundi, l'Institut National de la Statistique du Burundi (INSBU), avec l'appui technique et financier du Système des Nations Unies, a organisé un atelier sur la gouvernance statistique qui a eu lieu à Bujumbura, du 02 au 04 novembre 2022.

Ont pris part à cet atelier les animateurs du système statistique national, les utilisateurs des statistiques officielles, y compris les médias et la société civile, les partenaires au développement du Burundi, les institutions des Nations Unies représentées au Burundi, la Banque Mondiale, le Centre Africain pour la Statistique de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique et la Division Statistique des Nations Unies.

Lors des échanges et débats, les participants ont eu l'opportunité de discuter sur l'adaptation du cadre institutionnel et organisationnel des systèmes statistiques nationaux afin qu'ils soient à mesure de relever les défis et de saisir les opportunités offertes par la modernisation et la transformation technologiques dans la production de statistiques officielles de qualité, actualisées et désagrégées en appui aux politiques et stratégies de développement.

En effet, l'émergence de nouvelles sources de données, souvent collectées par des organismes ne faisant pas partie du système de la statistique officielle ainsi que le développement de nouvelles technologies de collecte, de traitement, d'analyse, de diffusion et d'archivage de l'information nécessitent la mise en place d'un cadre législatif qui, à la fois, promeuve la coopération, le partenariat et le dialogue entre les diverses communautés nationales des données tout en garantissant la mise en œuvre coordonnée des principes fondamentaux de la statistique officielle des Nations Unies en général et de la Charte Africaine de la Statistique, en particulier pour les pays africains.

La diversité et l'abondance de données en relation avec le développement rapide de la société de l'information nécessite de la part des instituts nationaux de la statistique de tous les pays, sans exception, de renforcer leur confiance auprès des gouvernements et des citoyens en particulier en ce qui concerne la mise en œuvre stricte des principes de professionnalisme, d'objectivité, d'indépendance et de confidentialité de la statistique officielle.

II. ETAT DES LIEUX ET SUGGESTIONS D'AMELIORATION

Les participants à l'atelier se sont accordés sur le fait que la Loi n°1/08 du 20 mai 2021 portant modification de la Loi n°1/17 du 25 septembre 2007 portant organisation du Système Statistique National au Burundi a pour vocation de concourir à la mise à jour du cadre institutionnel de la statistique officielle au Burundi et de contribuer à l'organisation d'un système statistique qui réponde aux besoins en données et informations statistiques en appui à toutes les politiques et stratégies de développement.

Néanmoins, si la Loi n°1/08 du 20 mai 2021 portant modification de la Loi n°1/17 du 25 septembre 2007 portant organisation du Système Statistique National au Burundi établit un cadre institutionnel renforcé en appui de la planification et de la coordination statistique et contribuera à améliorer la qualité des produits statistiques, les défis auxquels la statistique officielle est confrontée en ces périodes de rapides changements technologiques, parlent en faveur d'une adaptation de la Loi en vigueur au Burundi afin de renforcer la résilience et l'adaptabilité de l'appareil statistique.

En effet, les indicateurs des objectifs de développement durable et de l'Agenda 2063 pour l'Afrique ainsi que la crise de la COVID-19 suivie par les turbulences géopolitiques en Europe ont mis au défi les systèmes statistiques nationaux de maintenir leurs opérations durant la pandémie et, au même moment, de répondre rapidement aux besoins émergents des utilisateurs afin de produire l'information statistique pour mesurer l'incidence de ces crises et de mettre en place les réponses politiques adaptées.

Par rapport à cette Loi en vigueur et en conformité avec les principes fondamentaux de la statistique officielle et de la Charte africaine de la statistique, certains éléments méritent un éclaircissement plus détaillé.

Il s'agit :

De la définition du champ de la statistique officielle

Il a été noté par rapport aux bonnes pratiques et recommandations internationales que la Loi ne renseigne pas ou peu sur le champ de la statistique officielle. Compte tenu du rôle important qui leur incombe, ainsi que de la confiance, du respect et de l'autorité qu'on leur accorde, il est essentiel que la loi insiste sur les principes qui qualifient les statistiques officielles.

De façon générale, il a été rappelé que selon les définitions reprises dans les principes fondamentaux de la statistique officielle et de la Charte africaine de la statistique, les statistiques établies par des entités privées et organisations internationales, hors mandat ou sans accord préalable octroyé par l'Autorité Statistique Nationale (INSBU), y compris celles produites par des instituts privés de recherche, ne sont pas considérées comme des statistiques officielles et ne devraient donc pas être régies par la Loi.

De même, les données et les registres administratifs, respectivement collectées et maintenues par des organes gouvernementaux à titre de l'obligation qui leur incombe de gérer et rendre compte de leurs activités, ne sont pas assimilés à des statistiques officielles et ne devraient pas être visés par la Loi, à moins d'être consignés dans le programme statistique et de satisfaire aux principes des statistiques officielles.

Ce manque de clarté dans la délimitation de la statistique officielle et, au-delà, du système statistique national pose le problème du champ de la Loi et de l'application de certaines de ses dispositions, en particulier celles se rapportant à l'octroi du visa statistique.

S'il est généralement recommandé d'énumérer dans la loi les principes qui distinguent la statistique officielle des autres statistiques, il est conseillé de recenser dans les programmes statistiques celles qui adhèrent à ces critères, y compris les organismes publics qui les produisent et les sources de données respectives.

Par conséquent, toutes les statistiques établies par des entités privées et organisations internationales, hors mandat ou sans accord préalable octroyé par l'Autorité Statistique Nationale (INSBU), ne devront pas faire objet d'usage et de publication pour des fins engageant le Gouvernement.

➤ *de l'indépendance professionnelle*

Tout manquement au respect de l'indépendance professionnelle peut compromettre la confiance du public et la capacité des statistiques officielles à fournir une base légitime pour soutenir la prise de décision.

L'indépendance professionnelle est un principe fondamental qui implique que les producteurs des statistiques officielles procèdent uniquement sur la base de considérations scientifiques et professionnelles, indépendamment et à l'abri de toute pression ou ingérence politique ou extérieure, au développement, à la production, à la diffusion et à la communication des statistiques. Ceci comprend la sélection des sources de données, des concepts, des définitions, des méthodes et des classifications à utiliser, ainsi que le calendrier et le contenu de toutes les formes de diffusion et de communication.

Afin de promouvoir l'objectivité de la statistique officielle, mais également de développer sa capacité à répondre rapidement aux besoins émergents des utilisateurs en temps de crise, la Loi se doit de promouvoir l'indépendance professionnelle des acteurs du système statistique national.

Présentement, le rôle de dépositaire des statistiques officielles au Burundi est conféré au Ministre ayant les statistiques dans ses attributions. Même si dans les faits le Ministre ne s'immisce pas dans les éléments scientifiques et techniques de l'élaboration des statistiques, ceci peut être perçu comme une entrave à l'indépendance professionnelle.

Cette perception nuit à la crédibilité de l'appareil statistique et à la confiance dans les données publiées. Les Principes fondamentaux de la statistique officielle confèrent ce rôle au Statisticien en Chef qui, dans le cas du Burundi, est le Directeur général de l'INSBU.

La Loi prévoit que les responsables des services publics concernés, pas nécessairement le Directeur général de l'INSBU ou les autres producteurs des statistiques officielles, commentent publiquement les erreurs d'interprétation dans un délai de sept jours.

Afin de garantir l'impartialité et l'objectivité et d'éviter tout conflit d'intérêt, les principes statistiques et les bonnes pratiques prévoient que c'est au Statisticien en Chef, ou aux autres producteurs des statistiques officielles dans leurs domaines de compétences respectifs, de décider s'il a lieu de réagir et le cas échéant de commenter publiquement les erreurs d'interprétation ainsi que l'utilisation abusive des statistiques officielles.

➤ *des mécanismes de consultation des utilisateurs*

En règle générale, afin de s'assurer de la pertinence de l'information statistique, de sa couverture, de sa périodicité, de son actualité et de son niveau de désagrégation, une loi statistique, idéalement, devrait préciser les organismes producteurs et prévoir les mécanismes de consultation avec les utilisateurs. Au Burundi, le Comité National de l'Information Statistique (CNIS) tel que prévu par la Loi et décrit au Décret n°100/152 du 16 novembre 2022 correspond dans son mandat et ses attributions au Conseil consultatif de la statistique proposé dans les manuels internationaux.

En effet, le CNIS, tout comme le Conseil consultatif de la statistique, est l'organe consultatif chargé de donner des avis sur les priorités stratégiques et les besoins des utilisateurs au

Directeur général ainsi qu'à l'ensemble du système statistique national et au gouvernement. Le Conseil veille à ce que les points de vue des utilisateurs soient pris en compte lors de l'établissement des priorités dans le programme statistique, mais également à promouvoir la transparence et la responsabilisation du système statistique national.

Le CNIS est composé, comme il se doit, d'utilisateurs de la statistique officielle, et non pas de producteurs, et c'est le Directeur général de l'INSBU qui, à juste titre, assume le secrétariat du CNIS. Malheureusement, la majorité des membres du CNIS est issue des institutions publiques, laissant de côté de nombreuses communautés d'utilisateurs comme la société civile, les médias, les chercheurs, les partenaires internationaux et le secteur privé. Qui plus est, la Loi ne fait aucunement mention d'autres mécanismes de consultation pour recueillir des informations sur les priorités et la satisfaction de ces groupes d'utilisateurs.

➤ ***De la coordination et des programmes statistiques***

La Loi statistique ne fait que peu de cas du statut et de l'autorité accordés au Directeur général de l'INSBU pour assumer les responsabilités qui lui incombent pour coordonner et représenter le système statistique national d'une manière autonome aux niveaux national et international.

Selon les bonnes pratiques et les directives internationales, c'est au Directeur général, et non au Ministre de tutelle, que revient la tâche de dépositaire des statistiques officielles pour le fonctionnement du système statistique national en coopération avec tous les producteurs des statistiques officielles. Il devrait être pleinement habilité à développer le contenu des programmes statistiques pluriannuels et annuels et les rapports sur leur mise en œuvre au terme de consultations avec les utilisateurs des statistiques, les chefs d'entreprises et les fournisseurs de données administratives.

Le Directeur général est bien le Président du CTIS mais il n'est pas clairement articulé dans la loi qui, en dernier ressort, fixe les définitions, méthodes, nomenclatures, normes et lignes directrices applicables à l'ensemble des producteurs des statistiques officielles. Cette harmonisation est essentielle pour le développement et la production des statistiques cohérentes et comparables tout en évitant les doublons et les lacunes dans la production des statistiques et en limitant la charge statistique auprès des chefs d'entreprises

La Loi prévoit les programmes statistiques pour l'ensemble des producteurs dans le but de planifier les activités du système statistique national, de coordonner efficacement les travaux entre les producteurs des statistiques officielles et d'obtenir du gouvernement un mandat relatif aux travaux statistiques.

En effet, les programmes légitiment la collecte de données auprès des entreprises et des fournisseurs de données administratives. Malheureusement, le seul article de la Loi faisant référence aux programmes ne spécifie pas clairement les rôles respectifs du Directeur général, du CNIS et de CTIS au développement des programmes statistiques pluriannuels (stratégiques) et annuels (opérationnels) couvrant les activités statistiques de l'ensemble des producteurs des statistiques officielles. Il n'est également pas fait référence aux ressources humaines, financières et techniques accordées à l'ensemble des producteurs des statistiques officielles pour la mise en œuvre des programmes statistiques.

Aux vues du développement de la société de l'information, il serait également souhaitable que la Loi propose que l'INSBU et son Directeur général ainsi que les autres producteurs des statistiques officielles maintiennent un dialogue et un partenariat harmonieux avec les fournisseurs et opérateurs de données publics et privés (écosystème des données).

Cette collaboration devrait permettre la mise en place des mécanismes non coercitifs facilitant, le cas échéant, l'adoption des normes, de la terminologie, des classifications et de la technologie appliquées aux statistiques officielles afin d'étendre l'interopérabilité des données à l'ensemble de l'écosystème national des données. Pour cela, il serait nécessaire que l'INSBU ait sa place dans les groupes de pilotage des différentes initiatives et travaux pour la digitalisation de l'administration et de l'économie du Burundi.

III. PERSPECTIVES

La Loi n°1/08 du 20 mai 2021 ainsi que le Décret n°100/153 du 16 novembre 2022 portant création, attributions, composition et règles de fonctionnement de l'Autorité statistique nationale (INSBU) ont pour vocation de concourir à la mise à jour du cadre institutionnel de la statistique officielle au Burundi et de contribuer à l'organisation d'un système statistique coordonné qui réponde aux besoins en données et informations statistiques en appui à toutes politiques de développement.

Dans une large mesure, le cadre législatif actuel souligne l'importance des programmes statistiques pluriannuels et annuels, garantit les droits des fournisseurs et la transmission des données administratives aux producteurs des statistiques officielles au niveau de détail requis, énonce les obligations des fournisseurs en ce qui concerne les enquêtes et les recensements et insiste sur l'importance du dialogue avec les utilisateurs.

Cependant, la mise en application des dispositions de la loi a mis en relief des interprétations qui vont à l'encontre de l'esprit et de la lettre du législateur ainsi que des Principes fondamentaux de la statistique officielle et de la Charte africaine de la statistique. De plus, si la Loi ci-haut citée établit un cadre institutionnel renforcé en appui à la planification et à la coordination statistique, les défis auxquels la statistique officielle est confrontée en ces périodes de rapides changements technologiques plaident en faveur de son adaptation.

En définitive, les dispositions de la Loi qui pourraient faire objet d'un ajustement sont les suivantes :

- définition du champ de la statistique officielle ;
- indépendance professionnelle ;
- mécanisme de consultation des utilisateurs ;
- coordination, programmes statistiques et ressources ;
- visa statistique.

Ces ajustements, sans aucun doute, contribueraient à renforcer la crédibilité et la confiance dans les statistiques officielles et à fortifier la relation entre le Gouvernement et ses partenaires au développement ainsi qu'avec l'ensemble des acteurs économiques et sociaux du Burundi. Ils permettraient également, sans en diluer la pertinence, de clarifier la portée et l'application des dispositions relatives au visa statistique pour l'ensemble de la communauté des données, en particulier pour les organismes privés et les organisations internationales.

Dans un premier temps, il est proposé de :

- revoir les dispositions de la loi relatives au visa statistique ;
- retoucher certains articles relatifs aux définitions, délimitations du SSN et aux prérogatives de l'autorité statistique nationale (INSBU) en ce qui concerne la coordination du système et l'indépendance professionnelle afin de garder une certaine cohérence.

Dans un deuxième temps, il serait opportun de penser, à moyen terme, à la révision de toute la Loi. Celle-ci prendrait en compte les éléments de modernité et de transformation pour bâtir un système statistique doté de moyens, agile, résilient, répondant, de manière efficace, aux besoins présents et futurs des utilisateurs, capable de fournir les informations utiles à la prise de décision et au développement du pays.

Dans les deux cas de figure, la mise à jour du cadre légal relatif à la statistique officielle doit strictement tenir compte du contexte institutionnel, culturel et historique du Burundi.

La version de la loi amendée et figurant en annexe de cette note répond aux préoccupations et doléances exprimées par les partenaires au développement, y compris la Banque Mondiale.

Annexe : Proposition d'amendements à la Loi n°1/08 du 20 mai 2021 portant modification de la Loi n°1/17 du 25 septembre 2007 portant organisation du Système Statistique National au Burundi

Article de la loi	Proposition d'amendements
<p>Article 1 :</p> <p>La présente loi a pour objet de fixer l'organisation de l'activité statistique du Burundi. Elle définit les principes fondamentaux pour la production des statistiques officielles, le cadre institutionnel relatif à la production statistique et les modalités de coordination des activités statistiques au sein du Système Statistique National (SSN).</p>	<p>Article 1 :</p> <p>La présente loi a pour objet de fixer l'organisation de l'activité statistique du Burundi. Elle définit les principes fondamentaux et le cadre institutionnel applicables au développement, à la production et à la diffusion des statistiques officielles, ainsi que les modalités de coordination du Système Statistique National (SSN).</p> <p>Elle s'applique à toute personne physique ou morale désireuse de produire et de diffuser les données statistiques présentant l'image réelle du pays.</p>
<p>Article 2 :</p> <p>2. avis d'éthique, une autorisation écrite et obligatoire délivrée à toute personne physique ou morale promotrice d'une enquête statistique ou recherche biomédicale et comportementale, et garantissant que cette enquête ou recherche souscrit aux principes de respect de la personne humaine, de bienfaisance et de justice internationalement reconnus</p> <p>3. diffusion statistique, la mise à la disposition du public des données statistiques produites, à l'exception des données confidentielles ; elle peut revêtir plusieurs formes telles que le papier, les supports électroniques et toute forme technologique autorisée par les textes en vigueur ;</p> <p>13. statistique, un ensemble des méthodes scientifiques visant à collecter des données de toutes natures, à recueillir, dépouiller, compiler, analyser, publier et archiver des</p>	<p>Article 2 :</p> <p>2. avis d'éthique, est une autorisation écrite et obligatoire délivrée, sur demande, par le Comité National d'Ethique de la protection des êtres humains sujets de la recherche biomédicale et comportementale, à toute personne physique ou morale promotrice d'une enquête statistique ou recherche biomédicale et comportementale, et garantissant que cette enquête ou recherche souscrit aux principes de respect de la personne humaine, de bienfaisance et de justice internationalement reconnus ;</p> <p>3. diffusion statistique, la mise à la disposition du public des produits statistiques, notamment les méthodologies, les données, les métadonnées, les résultats des analyses statistiques, etc., à l'exception des données confidentielles ; elle peut revêtir plusieurs formes telles que le papier, les supports électroniques et toute forme technologique autorisée par les textes en vigueur ;</p> <p>13. statistique, un ensemble des méthodes scientifiques visant à collecter des données de toutes natures, à recueillir, dépouiller, compiler, analyser, diffuser et archiver des</p>

<p>renseignements sur les activités commerciales, industrielles, financières, sociales, économiques et autres, ainsi qu'à en tirer des conclusions devant servir à la prise de décisions ;</p> <p>14. statistiques officielles, un ensemble d'informations statistiques produites, validées, compilées et diffusées par les autorités statistiques ;</p> <p>15. système statistique national (SSN), l'ensemble des services publics et parapublics qui produisent des statistiques officielles sur l'ensemble des domaines de la vie de la Nation ou ayant en charge la formation des statisticiens ou des démographes ;</p> <p>17. visa statistique, une autorisation écrite délivrée sur demande, sous forme de code alphanumérique, par le Ministre ayant la tutelle de l'autorité statistique nationale, à toute personne désireuse d'entreprendre une enquête ou une recherche statistique et attestant que l'enquête ou la recherche respecte les normes et méthodes reconnues internationalement, que ce soit au niveau de son organisation ou de la publication des données qui en sont issues.</p>	<p>renseignements relatifs aux phénomènes économiques, démographiques, sociaux, environnementaux et autres, ainsi qu'à en tirer des conclusions devant servir à la prise de décisions ;</p> <p>14. statistiques officielles, un ensemble des statistiques produites, compilées et diffusées après validation par le système statistique national conformément aux dispositions y relatives et, consignées dans les programmes statistiques annuels et pluriannuels ;</p> <p>15. système statistique national (SSN), l'ensemble des services statistiques (Autorité statistique nationale, services statistiques placés auprès des départements ministériels ou auprès des organismes publics et parapublics) qui produisent des statistiques officielles sur l'ensemble des domaines de la vie de la Nation ou ayant en charge la formation des statisticiens ou des démographes ;</p> <p>17. visa statistique, une autorisation écrite délivrée sur demande, sous forme de code alphanumérique, par le responsable de l'autorité statistique nationale, à toute personne physique ou morale désireuse d'entreprendre une enquête ou une recherche statistique, attestant de son opportunité et certifiant que son organisation et, le cas échéant, sa diffusion respectent les normes et méthodes reconnues internationalement, établies à l'avance et accessibles publiquement.</p>
<p>Article 18 :</p> <p>Dans l'exercice de leurs missions de production et de diffusion des données statistiques, les composantes du Système Statistique National (SSN) se conforment aux principes fondamentaux de la statistique officielle, notamment le respect du secret statistique ainsi que le respect des normes, des méthodes et des concepts utilisés au plan international en matière statistique.</p>	<p>Article 18 :</p> <p>Dans l'exercice de leurs missions de production et de diffusion des données statistiques, les composantes du Système Statistique National (SSN) se conforment à la présente loi ainsi qu'aux principes fondamentaux de la statistique officielle, notamment le respect du secret statistique ainsi que le respect des normes, des</p>

	méthodes et des concepts utilisés au plan international en matière statistique.
<p>Article 19 : La collecte, le traitement et la diffusion des données statistiques officielles pour les besoins de l'Etat relèvent des services et des établissements composant le Système Statistique National (SSN).</p> <p>Le dépositaire des statistiques officielles est le Ministre ayant les statistiques dans ses attributions. C'est lui qui autorise leur accès pour un domaine bien précis.</p> <p>Les données 'statistiques officielles ne peuvent être diffusées que par les services les ayant produites après avis du Comité Technique de l'Information Statistique (CTIS).</p> <p>Les données statistiques de souveraineté nationale ne sont diffusées qu'après approbation du Comité National de l'Information Statistique (CNIS)</p>	<p>Article 19 : La collecte, le traitement et la diffusion des données afin d'établir des statistiques officielles pour les besoins de l'Etat relèvent des services et des organismes composant le Système Statistique National (SSN).</p> <p>Le dépositaire des statistiques officielles est le responsable de l'autorité statistique nationale. C'est lui qui autorise leur accès pour un domaine bien précis.</p> <p>Les statistiques officielles ne peuvent être diffusées que par les services les ayant produites après avis du Comité Technique de l'Information Statistique (CTIS).</p> <p>Les statistiques de souveraineté nationale (indiquées dans les programmes et plans de production statistique) ne sont diffusées par les organes membres du Système Statistique National qu'après approbation du Comité National de l'Information Statistique (CNIS).</p>
<p>Article 21 : La production des statistiques officielles s'effectue dans le cadre des plans annuels et programmes pluriannuels de statistique qui reprennent l'ensemble des opérations à mener au cours de la période concernée, notamment les opérations nationales de collecte de données statistiques.</p> <p>Chaque programme indique la stratégie de sa réalisation, les résultats attendus, les différents intervenants et l'évaluation des financements y relatifs ainsi que les sources de financement.</p>	<p>Article 21 : La production des statistiques officielles s'effectue dans le cadre des plans annuels et programmes pluriannuels de statistique qui reprennent l'ensemble des opérations à mener au cours de la période concernée, notamment les opérations nationales de collecte de données statistiques.</p> <p>Chaque programme indique la stratégie de sa réalisation, les résultats attendus, les différents intervenants et l'évaluation des financements y relatifs ainsi que les sources de financement.</p> <p>Le système statistique national est doté des ressources humaines, financières et matérielles adéquates nécessaires à la mise en œuvre des programmes et plans de production statistique.</p>
Article 22 :	Article 22 :

<p>Toute enquête statistique d'envergure nationale, provinciale ou communale, organisée par des chercheurs, des personnes privées, des services de l'Etat, des institutions privées ou des organisations non gouvernementales nationales et internationales doivent requérir un visa statistique du Ministre ayant les statistiques dans ses attributions sur avis d'opportunité et de conformité du Comité Technique de l'Information Statistique (CTIS) ainsi que l'avis d'éthique délivré par le Comité National d'Ethique.</p> <p>La demande du visa statistique est faite par le Ministre sectoriel concerné et adressée au Ministre ayant les statistiques dans ses attributions. Elle doit être formulée au moins deux mois avant l'exécution de l'enquête.</p>	<p>Toute enquête ou recherche statistique dont les résultats sont représentatifs aux niveaux national, provincial ou communal, est sujette au visa statistique délivré par le responsable de l'Autorité statistique nationale sur avis d'opportunité et de conformité du Comité Technique de l'Information Statistique (CTIS) ainsi que l'avis d'éthique, le cas échéant.</p> <p>Le visa statistique est facultatif pour les travaux statistiques d'ordre strictement intérieur à une administration, à un projet ou à un programme et ne faisant pas objet de diffusion ainsi que ceux conduits dans le cadre des formations académiques.</p> <p>Les résultats de toute enquête statistique n'ayant pas obtenu le visa statistique n'engagent pas la responsabilité du système statistique national.</p> <p>La demande du visa statistique est faite par la personne responsable de l'enquête concernée et adressée au responsable de l'autorité statistique nationale.</p> <p>Toute enquête ayant obtenu le visa statistique est rendue publique par l'Autorité statistique nationale.</p> <p>Les modalités et conditions d'obtention du visa statistique sont accessibles publiquement et fixées par une ordonnance du ministre ayant les statistiques dans ses attributions.</p>
<p>Article 29 :</p> <p>L'interprétation et l'utilisation des statistiques officielles de nature à troubler l'ordre public sont interdites.</p> <p>Les responsables des services concernés par l'utilisation d'une information inexacte ou par son interprétation erronée doivent apporter une rectification motivée dans un délai de sept jours, avec notification aux personnes incriminées et publier dans les organes de presse appropriés.</p>	<p>Article 29 :</p> <p>Les producteurs de statistiques officielles respectifs, peuvent s'exprimer publiquement sur des questions statistiques, dans leurs domaines de compétences.</p>
<p>Article 48 :</p> <p>Tout organe, institution ou individu qui fait des enquêtes statistiques au niveau national,</p>	<p>Article 48 :</p> <p>Article à supprimer</p>

<p>provincial ou communal ou qui publie des données ou informations tirées d'une enquête d'envergure nationale, provinciale ou communale sans demande préalable de visa statistique, est puni d'une servitude pénale d'un mois à trois mois et d'une amende de deux cent mille à un million de francs burundais ou de l'une de ces peines seulement.</p>	
--	--

REPUBLIQUE DU BURUNDI



CABINET DU MINISTRE

**LOI N°1/... DU.../.../2023 PORTANT
MODIFICATION DE LA LOI N°1/08 DU 20
MAI 2021 PORTANT ORGANISATION DU
SYSTEME STATISTIQUE NATIONAL AU
BURUNDI**

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution de la République du Burundi ;

Vu la Loi n°1/19 du 17 mai 2014 portant
ratification par la République du Burundi de la
Charte Africaine de la Statistique ;

Vu la Loi n°1/27 du 29 décembre 2017 portant
révision du code pénal ;

Vu la Loi n° 1/09 du 11 mai 2018 portant
modification du code de procédure pénale ;

Revu la Loi N°1/08 du 20 mai 2021 portant
organisation du système statistique au Burundi ;

Le Conseil des Ministres ayant délibéré ;

L'Assemblée nationale et le Sénat ayant adopté ;

PROMULGUE :

REPUBLIQUE DU BURUNDI



IBIRO VY'UMUKURU W'IGIHUGU

**IBWIRIZWA INOMERO 1/...RYO KU
WA.../...2023 RIHINDURA IBWIRIZWA
INOMERO 1/08 RYO KU WA 20 RUSAMA
2021 RITUNGANYA URWEGO
RUHURIKIYEMWO IBISATA BIJEJWE
GUTOROROKANYA IBIHARURO
BIFATIRWAKO MU BURUNDI**

UMUKURU W'IGIHUGU,

Yihweje Ibwirizwa Shingiro rya Repuburika
y'Uburundi ;

Yihweje Ibwirizwa inomero 1/19 ryo ku wa 17
Rusama 2014 ryerekeye iyemezwa na Repuburika
y'Uburundi ry'Amasezerano ya Afirika yerekeye
ugutororokanya ibiharuro bifatirwako ;

Yihweje Ibwirizwa inomero 1/27 ryo ku wa 29
Kigarama 2017 risubiramwo Igitabu c'amategeko
mpanavyaha ;

Yihweje Ibwirizwa inomero 1/09 ryo ku wa 11
Rusama 2018 rihindura Igitabu c'amategeko
yerekeye yerekete ingene imanza z'ivyaha
zitohozwa, ziburamwaho n'ingene zicibwa ;

Asubiye kwihweza Ibwirizwa inomero 1/08 ryo ku
wa 20 Rusama 2021 ritunganya urwego
ruhurikiyemwo ibisata bijejwe gutororokanya
ibiharuro bifatirwako mu Burundi ;

Inama Nshikiranganji imaze kubica irya n'ino ;

Inama Nshingamateka n'Inama Nkenguzamateka
zimaze kuvyemeza ;

ATANGAJE :

CHAPITRE I : DE L'OBJET, DES DEFINITIONS ET DES PRINCIPES FONDAMENTAUX

Section 1 : De l'objet

Article 1 :

La présente loi a pour objet de fixer l'organisation de l'activité statistique du Burundi. Elle définit les principes fondamentaux et le cadre institutionnel applicables au développement, à la production et à la diffusion des statistiques officielles, ainsi que les modalités de coordination du Système Statistique National (SSN).

Elle s'applique à toute personne physique ou morale désireuse de produire et de diffuser les données statistiques présentant l'image réelle du pays.

Section 2 : Des définitions

Article 2

Au sens de la présente loi, on entend par :

1. **autorité statistique nationale**, organe public chargé de la coordination technique des activités du Système Statistique National (SSN) ;
2. **avis d'éthique**, est une autorisation écrite et obligatoire délivrée, sur demande, par le Comité National d'Éthique de la protection des êtres humains sujets de la recherche biomédicale et comportementale, à toute personne physique ou morale promotrice d'une enquête statistique ou recherche biomédicale et comportementale, et garantissant que cette enquête ou recherche souscrit aux principes de respect de la personne humaine, de bienfaisance et de justice internationalement reconnus ;

IGICE CA I : INTUMBERO Y'IRI BWIRIZWA, INSIGURO Y'AMAJAMBO N'INGINGO NGENDERWAKO NYAMUKURU

Agace ka 1: Intumbero

Ingingo ya 1 :

Iri bwirizwa rifise intumbero yo gushiraho uburyo bw'ugutunganya igikorwa c'ugutororokanya ibiharuro bifatirwako mu Burundi. Riratomora ingingo ngenderwako nyamukuru n'inzege zitegekanijwe n'amategeko zikoreshwa ku bijanye n'ugutunganya ibikorwa bijanye n'ugutororokanya n'ugutangaza ibiharuro bifatirwako vyemewe, hamwe n'urwego ruhurikiyemwo ibisata bijejwe gutororokanya ibiharuro bifatirwako mu gihugu, (SSN mu mpfunyapfunyo y' i gifaransa).

Riraba umuntu wese canke ishirahamwe ryose rishaka gutororokanya no gushira ahabona ibiharuro bifatirwako vyerekana ishusho nyayo y'igihugu.

Agace ka 2: Insiguro y'amajambo

Ingingo ya 2:

Muri iri bwirizwa, amajambo akurikira asigura :

1. **igisata c'igihugu kijejwe gutororokanya ibiharuro bifatirwako** ni urwego rwa Reta rushinzwe gukurikiranira hafi mu bijanye n'ubuhinga ibikorwa vy'Urwego ruhurikiyemwo ibisata bijejwe gutororokanya ibiharuro bifatirwako mu gihugu (SSN mu mpfunyapfunyo y'igifaransa);
2. **urwandiko rwemeza ko amatohoza yisunga akarangamutima**, ni uruhusha rwanditse kandi rutegerejwe ruhabwa, bibanje gusabwa, na Komite y'igihugu ijejwe akarangamutima ko gukingira kiremwa muntu kigirwako ubushakashatsi bufise intumbero y'ukwongereza ubumenyi mu bijanye n' amagara y'abantu hamwe n'inyifato, umuntu wese canke ishirahamwe ryose rishaka kugira itohoza ryerekeye ugutororokanya ibiharuro bifatirwako canke ubushakashatsi bufise intumbero y'ukwongereza ubumenyi mu bijanye n'amagara y'abantu hamwe n'inyifato, rukizeza ko iryo tohoza canke ubwo bushakashatsi bigirwa hubahirijwe ingingo ngenderwako y'ukwubahiriza kiremwa muntu, iyerekeye

gufasha abandi kubaho neza n'iyerekeye ubutungane zisungwa kw'isi yose;

3. **diffusion statistique**, la mise à la disposition du public des produits statistiques, notamment les méthodologies, les données, les métadonnées, les résultats des analyses statistiques, etc., à l'exception des données confidentielles ; elle peut revêtir plusieurs formes telles que le papier, les supports électroniques et toute forme technologique autorisée par les textes en vigueur ;
4. **données statistiques**, des données chiffrées issues d'enquêtes, des recensements ou d'autres formes de recherches qu'elles soient traitées ou à l'état brut ;
5. **enquête**, une opération technique qui consiste à élaborer des statistiques sur des sujets d'intérêt particulier ; la collecte des données dans le cadre d'une enquête se base sur un échantillon tiré en respectant des méthodes et des procédures scientifiques bien définies et le tirage de cet échantillon doit permettre la généralisation des données ainsi collectées sur tout le pays ou sur toute entité territoriale d'où il a été tiré ;
6. **fournisseur de données**, une personne physique ou morale qui livre les données aux enquêteurs et qui sont, par la suite, intégrées dans une base de données ; il peut également être le gestionnaire de base de données ayant la prérogative d'en extraire certaines informations à donner aux utilisateurs ;
7. **indicateurs**, des mesures constituées des données numériques analysées permettant d'apprécier l'état ou l'évaluation d'un phénomène ;
8. **information statistique**, un aspect d'une réalité quelconque exprimée en chiffre ,
9. **personne intéressée ou répondant**, une personne morale ou physique sur laquelle un
3. **ugutangaza ibiharuro vyatororokanijwe bifatirwako**, ni ukumenyeshya abanyagihugu ibiharuro bifatirwako nk'uburyo bwisungwa, ibiharuro bifatirwako, ibifasha mu gutahura ibiharuro, ivyavuye m'ukwihweza ibiharuro mfatirwako, n'ibindi, kiretse ibitororokanywa bitegerezwa kugumizwa mw'ibanga, bishobora gutangazwa biciye mu buryo bwinshi nko ku rupapuro, ibishirwako ibitororokanywa biciye mu buhinga ngurukanabumenyi hamwe n'ubundi buhinga bwose bwemewe n'amategako asanzwe akurikizwa;
4. **ibiharuro vy'ivyatororokanijwe bifatirwako**, ni ibitigiri vy'ivyatororokanijwe biva mu matohoza, mu nsansuma canke mu bundi buryo bwose bw'amatohoza vyaba ari ibimaze kwihwezwa canke ibikiri uko vyatororokanijwe;
5. **itohoza** ni igikorwa c'ubuhinga cerekeye gutororokanya ibiharuro bifatirwako ku bibazo nkoramutima kanaka, igikorwa c'ugutororokanya ibiharuro mu bijanye n'itohoza cisunga ibifatirwako akarorero bitorwa hubahirijwe uburyo n'ibikurikizwa mu vy'ubumenyi bitomorwa neza, ibifatirwako akarorero na vyo bigategerezwa gufasha gufatira muri rusangi ku vyatororokanijwe mu gihugu cose canke mu karere ako ari ko kose vyakuwemwo;
6. **uwutanga ibiharuro vy'ivyatororokanijwe**, ni umuntu canke ishirahamwe riha abagira amatohoza ibiharuro vy'ivyatororokanijwe bigaca bishirwa mw'iyegeranirizo ry'ibitororokanywa; ashobora kandi kuba uwujwe gutunganya iyegeranirizo ry'ibitororokanywa akaba afise ububasha bwo gukuramwo inkuru zimwe zimwe ashikiriza abazikeneye;
7. **ibimenyetso**, ni ingero zigizwe n'ibiharuro vyihwejwe bituma umuntu abona urugero ikintu kanaka kigezako canke arimbura urugero bigezako mw'irangurwa ryaco;
8. **inkuru yerekeye ibiharuro vy'ibitororokanywa bifatirwako**, ni icyashikirijwe ku kibazo kanaka kihari cerekanwa mu biharuro;
9. **uwerekewe ntinkuru canke uwayitanze**, ni ishirahamwe canke umuntu asabwa gutangwako

rapport ou des renseignements sont demandés ou fournis ;

icegeranyo canke kugirwako amatohoza canke uwo vyatanzweko;

10. producteur de données statistiques, une personne qui collecte des observations et leur fait subir des traitements statistiques en vue de répondre à une question scientifique précise ou d'éclairer une décision bien définie généralement pour répondre aux besoins explicitement formulés au début de l'expérience ou de l'enquête ou une personne qui recueille des données destinées à être utilisées par un grand nombre de personnes en vue de répondre à des objectifs parfois très divers ;

10. uwutororokanya ibiharuro bifatirwako, ni umuntu atororokanya ibishikirizwa agaca yihweza ivyatororokanijwe mu ntumbero yo gutorera inyishu ikibazo kijanye n'ubuhinga kanaka canke gutanga umuco ku ngingo itomowe neza ahanini kugira haboneke ibikenewe vyari vyashikirijwe mu ntango y'ukugerageza ikintu canke y'ukukigirako itohoza canke ni umuntu atororokanya ibiharuro bigenewe gukoreshwa n'abantu benshi mu ntumbero yo gushika ku mahangiro rimwe na rimwe atandukanye cane,

11. recensement, unè enquête exhaustive portant sur tous les individus/sujets d'un ensemble d'éléments partageant une ou plusieurs caractéristiques qui servent à les regrouper en catégories sociales, économiques, culturelles, biologiques, etc ;

11. rusansuma, ni itohoza riramvuye ryerekeye abantu bose/ibintu vyose bisangiye umugwi bifise ikintu kimwe canke vyinshi bihuriyeko bifasha mu kubishira mu migwi y'abantu, iyerekeye ubutunzi, imico kama, ibinyabuzima n'ibindi...;

12. secret statistique, un ensemble des dispositions visant la protection des personnes physiques ou morales contre l'utilisation de l'information obtenue lors des enquêtes qui laisserait entrevoir l'identité de la personne physique ou morale intéressée ;

12. ukugumiza mw'ibanga ibiharuro vy'ivyatororokanijwe bifatirwako, ni ingingo zose zifise intumbero y'ugukingira abantu canke amashirahamwe kugira ntihakoreshe inkuru zatorokanijwe igihe c'amatohoza zotuma hamenyekana umuntu canke ishira hamwe zerekeye;

13. statistique, un ensemble des méthodes scientifiques visant à collecter des données de toutes natures, à recueillir, dépouiller, compiler, analyser, diffuser et archiver des renseignements relatifs aux phénomènes économiques, démographiques, sociaux, environnementaux et autres, ainsi qu'à en tirer des conclusions devant servir à la prise de décisions ;

13. ubuhinga bw'ugutororokanya ibiharuro bifatirwako ni ubuhinga butandukanye bufise intumbero yo gutororokanya ibiharuro bifatirwako vy'ubwoko bwose, kwegeranya, gusesangura, gushira hamwe, kwihweza, gutangaza no gushingura inkuru zijanye n'ivyaranguwe mu vyerekeye ubutunzi, irwirirana ry'abantu, imibano, ibidukikije n'ibindi hamwe no kwerekana ivyashitsweko bifasha mu gufata ingingo;

14. statistiques officielles, un ensemble des statistiques produites, compilées et diffusées après validation par le système statistique national conformément aux dispositions y relatives et, consignées dans les programmes statistiques annuels et pluriannuels ;

14. ibiharuro vy'ivyatororokanijwe bifatirwako vyemewe, n'ibiharuro bifatirwako vyose vyatororokanijwe, bikegeranywa bikongera bigatangazwa inyuma y'ukwemezwa n'urwego ruhurikiyemwo ibisata bijejwe gutororokanya ibiharuro bifatirwako mu Burundi hisunzwe ingingo zivyerekeye kandi, bitegekanijwe mu migambi yo ku mwaka n'iyimara ikiringo c'imyaka myinshi;

15. système statistique national (SSN), l'ensemble des services statistiques (Autorité statistique nationale, services statistiques placés

15. urwego ruhurikiyemwo ibisata bijejwe gutororokanya ibiharuro bifatirwako mu gihugu, ni ibisata vyose bijejwe gutororokanya

auprès des départements ministériels ou auprès des organismes publics et parapublics) qui produisent des statistiques officielles sur l'ensemble des domaines de la vie de la Nation ou ayant en charge la formation des statisticiens ou des démographes ;

ibiharuro mfatirwako (Igisata c'igihugu kijejwe gutororokanya ibiharuro bifatirwako, ibisata bijewe gutororokanya ibiharuro mfatirwako bikukira ibisata vy'Ubushikiranganji butandukanye canke bikukira amashirahamwe ya Reta n'ayegamiye Reta bitororokanya ibiharuro bifatirwako vyemewe ku bijanye n'ibisata vyose vy'ubuzima bw'igihugu canke bijewe gutanga inyigisho zihabwa abahinga mu vy'ugutororokanya ibiharuro bifatirwako canke abahinga mu vyerekeye igwirana ry' abantu;

16. utilisateur des données statistiques, le client du producteur qui cherche à satisfaire ses besoins en informations en consommant les données statistiques générées par le producteur ; les utilisateurs sont entre autres les gouvernements, les chercheurs, les planificateurs, les universitaires, les entreprises du secteur privé, les organisations non gouvernementales et les institutions internationales ;

16. uwukoresha ibiharuro vy'ivyatororokanjwe bifatirwako, ni uwukorana n'uwutororokanya ibiharuro bifatirwako arondera gushika ku vyo akeneye bijanye n'inkuru mu gukoresha ibiharuro bifatirwako vyatororokanjwe n'uwubijejwe; abakoresha ibiharuro vy'ivyatororokanjwe bifatirwako ni nk'ama Reta, abashakashatsi, abategura imigarnbi, abanyeshure n'abigisha bo muri za kaminuza, amashirahamwe yo mu gisata c'abikorera utwabo, amashirahamwe ategamiye Reta, amashirahamwe mpuzamakungu.

17. visa statistique, une autorisation écrite délivrée sur demande, sous forme de code alphanumérique, par le responsable de l'autorité statistique nationale, à toute personne physique ou morale désireuse d'entreprendre une enquête ou une recherche statistique, attestant de son opportunité et certifiant que son organisation et, le cas échéant, sa diffusion respectent les normes et méthodes reconnues internationalement, établies à l'avance et accessibles publiquement.

17. uruhusha rw'ugutororokanya ibiharuro bifatirwako ni uruhusha rwanitse rutangwa n'uwuserukira igisata c'igihugu kijejwe gutororokanya ibiharuro bifatirwako, mu buryo bw'ikimenyetso gipfinitse kigizwe n'indome n'ibiharuro, akaruha umuntu wese canke ishahamwe ryarusavye ryipfuzwa kugira itohoza canke ubushakashatsi bwerekeye ugutororokanya ibiharuro bifatirwako, rukaba rwemeza ko bukenewe rukanemeza kw'itunganywa ryabwo, bibaye ngombwa, itangazwa ryabwo vyubahiriza amategeko yisungwa n'ubuhinga bikoreshwa ku rwego mpuzamakungu biba vyarashizweho kandi bifisweko uburenganzira na bese.

Section 3 : Des Principes fondamentaux

Agace ka 3 : Ingingo ngenderwako nyamukuru

Article 3

Les producteurs de statistiques officielles développent, produisent et diffusent les statistiques officielles du Burundi selon les principes fondamentaux de la statistique officielle et d'autres principes statistiques suivants .

Ingingo ya 3

Abatororokanya ibiharuro bifatirwako vyemewe baratunganya, bagatororokanya kandi bagashira ahabona ibiharuro bifatirwako vyemewe bikoreshwa mu Burundi bikagirwa hisunzwe ingingo ngenderwako nyamukuru zigenga itororokanywa ry'ibihano bifatirwako vyemewe n'izindi ingingo ngenderwako zerekeye ibiharuro bifatirwako bitororokanywa zikurikira:

1. **L'indépendance professionnelle** les producteurs de statistiques officielles décident, en toute indépendance et hors de toute pression et ingérence de la part de sources politiques ou autres sources extérieures, du développement, de la production et de la diffusion des statistiques, qu'il s'agisse du choix des sources de données, des concepts, des définitions, des méthodes et nomenclatures à utiliser, ou du calendrier et du contenu de toutes les formes de diffusion. Les producteurs de statistiques officielles, dans leurs domaines de compétence respectifs, peuvent s'exprimer publiquement sur des questions statistiques et sur tout usage abusif des statistiques officielles ;
 2. **L'impartialité et l'objectivité.** les statistiques officielles doivent être développées, produites et diffusées d'une manière neutre, fiable et impartiale suivant des normes professionnelles et indépendamment de toute déclaration ou considération politique. Tous les utilisateurs ont accès simultanément et sur un même pied d'égalité aux statistiques officielles ,
 3. **L'exactitude et la fiabilité :** les statistiques officielles doivent refléter d'une manière aussi fidèle, exacte et cohérente que possible la réalité, et reposer sur les critères scientifiques retenus pour le choix des sources, des méthodes et des procédures ;
 4. **La cohérence et la comparabilité :** les statistiques sont cohérentes au niveau international et permettent des comparaisons dans le temps et entre régions ou pays ;
1. **Ubwigenge mu gukora umwuga:** abatororokanya ibiharuro bifatirwako vyemewe barafata ingingo, mu bwigenge ntangere, ata gitsure baterwa n'abanyaporitike canke abandi bantu badakora muri uwo mwuga kandi batabinjirira mu kazi kabo, ku bijanye n'ugutunganya, ugutororokanya n'ugushira ahabona ibiharuro bifatirwako, haba mu kwihitramwo ahava inkuru zijanye n'ugutororokanya ibiharuro bifatirwako, amajambo akoreshwa, insiguro y'amajambo, ubuhinga n'amazina bikorehwa, canke ikirangamisi n'ibiba bigize ibiharuro bishirwa ahabona. Abatororokanya ibiharuro bifatirwako vyemewe, mu gisata umwumwe wese afisemwo ubumenyi n'ubushobozi, barashobora kwisigura ku mugaragaro ku bibazo bijanye n'ugutororokanya ibiharuro bifatirwako vyemewe no kw'ikorehwa ritabereye ry'ivyo biharuro;
 2. **Ukudahengama n'ukutarenganya:** ibiharuro vy'ivyatororokanijwe bifatirwako vyemewe bitegerezwa gutunganywa, gutororokanywa no gushirwa ahabona ku buryo uwubikora ata ho yegamira, kuba vyizewe kandi ataho bihengamiye bigakorwa hisunzwe ibisanzwe bikurikizwa mu mwuga kandi hatarabwe ikindi cose gishikizwa canke harabwe icyumviro ca poritike. Abakoresha ivyo biharuro bose barafise uburenganzira bwo kubironkera rimwe kandi ku rugero rungana;
 3. **Ukuba bitomoye kandi vyizewe:** ibiharuro vy'ibitororokanywa bifatirwako vyemewe bitegerezwa kuba bihuye n'ukuri uko bishoboka kwose mu buryo bwizewe, butomoye neza kandi buroranye no gushingira ku bifatirwako bijanye n'ubushakashatsi vyashizweho mu guhitamwo ahava inkuru, ubuhinga bukoreshwa n'ibikurikizwa;
 4. **Ukuba biroranye kandi bishobora kugereranywa n'ibindi:** ibiharuro vy'ibitororokanywa bifatirwako biba biroranye n'ivyo ku rwego mpuzamakungu kandi bituma bishobora kugereranywa ibiharuro bitororokanywa bifatirwako hafatiwe ku gihe no hagati y'uturere no hagati y'ibihugu;

5. **La clarté et la transparence :** les statistiques officielles doivent être présentées sous une forme claire et compréhensible ; les méthodes et les procédures appliquées doivent être communiquées de manière transparente aux utilisateurs pour en faciliter une interprétation correcte ;
6. **Le secret statistique et l'utilisation exclusive à des fins statistiques :** les données individuelles collectées ou obtenues par les producteurs de statistiques officielles, qu'elles concernent des personnes physiques ou morales, doivent être strictement confidentielles et ne doivent être utilisées qu'à des fins statistiques ;
7. **La pertinence :** les statistiques officielles répondent aux besoins actuels et émergents des utilisateurs et respectent le droit à l'information des citoyens.
5. **Ugutahurika n'ugukorera ku mugaragaro:** ibiharuro vy'ibitororokanywa vyemewe bitegerezwa gushikirizwa mu buryo butomoye kandi butahurika kandi ubuhinga n'uburyo bukoreshwa bitegerezwa gushikirizwa kumugaragaro ababikoresha kugira vyorohe kubikoresha ku buryo bihabwa insiguro y'ukuri;
6. **Ukugumiza mw'ibanga ibiharuro vy'ibitororokanywa bifatirwako n'ukubikoresha ico bigenewe gusa:** ibitororokanywa bifatirwako vyerekeye umuntu umwe umwe canke ishirahamwe rimwe rimwe vyatororokanijwe canke vyegeranijwe n'abajejwe gutororokanya ibiharuro bifatirwako vyemewe, vyaba ivyerekeye abantu canke amashirahamwe, bitegerezwa kugumizwa mw'ibanga no gukoreshwa ico vyagenewe gusa;
7. **Ukuba nkenerwa:** ibiharuro vy'ibitororokanywa bifatirwako vyemewe biba bihuye n'ivyo ababikoresha bakeneye muri ico gihe n'ibitanguye kwibonekeza kandi ivyo biharuro bikaba vyubahiriza uburenganzira bw'abenegihugu bw'ukumenyeshwa inkuru.

CHAPITRE II : DE L'UTILITE, DES DOMAINES, DE LA QUALITE ET DES SOURCES DES DONNÉES DE LA STATISTIQUE

IGICE CA II: AKAMARO K'IBIHARURO VY'IBITOROROKANYWA BIFATIRWAKO, IBISATA VYEREKEYE, INGENE BIBA BIMEZE N'AHU BIVA

Section 1 : De l'utilité des statistiques

Agace ka 1: Akamaro k'ibiharuro vy'ibitororokanywa bifatirwako

Article 4 :

Les données statistiques et les indicateurs qu'elles permettent d'établir, doivent servir de base à la planification générale et à l'évaluation des stratégies de développement dans tous les secteurs de la vie de la Nation.

Ingingo ya 4:

Ibiharuro vy'ibitororokanywa bifatirwako n'ibimenyetso ivyo biharuro bifasha kwerekana, bitegerezwa kwisungwa mu gutegura imigambi mikuru mikuru no mu gusuzuma imigambi irashe y'iterambere mu bisata vyose vy'ubuzima bw'igihugu.

Section 2 : Des domaines des statistiques

Agace ka 2: Ibisata vyerekeye

Ingingo ya 5:

5. **La cohérence et la comparabilité :** les statistiques officielles doivent présenter une cohérence interne et permettre la comparaison dans le temps et entre les régions ou les pays ; à cette fin, il doit être possible de combiner et d'utiliser conjointement des données connexes provenant de sources différentes. Les concepts, classifications, terminologies et méthodes établis et reconnus au niveau international, doivent être utilisés ;
 6. **La ponctualité :** les statistiques officielles doivent être diffusées en temps utile et, dans toute la mesure du possible, selon un calendrier annoncé à l'avance ;
 7. **L'actualité :** les statistiques officielles doivent prendre en compte les événements courants et être d'actualité ;
 8. **Les spécificités :** les méthodes de production et d'analyse de l'information statistique doivent tenir compte des spécificités africaines et nationales.
5. **biropanye kandi bishobora kugereranywa n'ibindi:** ibiharuro vy'ibitorokanywa bifatirwako bitegerezwa kuba biropanye aho vyatorokanirijwe kandi bituma hashobora kugereranywa ibiharuro bitorokanywa bifatirwako hafatiwe ku gihe no hagati y'uturere canke hagati y'ibihugu; kubera ivyo, bitegerezwa gushoboka ko bishirwa hamwe no gukoreshereza rimwe ibitorokanywa bifitaniye isano biva ahatandukanye. Hategerezwa gukoreshwa amajambo nyamukuru, uburyo bw'ugushingura mu mirwi ibitorokanywa, amajambo akoresha n'ubuhinga vyashinzwe kandi vyemewe ku rwego mpuzamakungu;
 6. **bishikirizwa ku gihe:** ibiharuro vy'ibitorokanywa bifatirwako vyemewe bitegerezwa gushirwa ahabona mu mwanya ubereye, uko bishoboka kwose, hisunzwe ikirangamisi kiba catangajwe imbere y'igihe;
 7. **bihuye n'igihe kigezweho:** ibiharuro vy'ibitorokanywa bifatirwako vyemewe bitegerezwa gufatira ku bikunda gushika kandi bihuye n'ibihe bigezweho;
 - 8 **bifise ico vyisangije:** ubuhinga bw'ugutorokanya n'ukwihweza ibiharuro bitorokanywa bifatirwako butegerezwa gufatira ku vyo Afirika n'igihugu vyisangije.

Section 4 : Des sources de données

Article 7 :

Les données utilisées à des fins statistiques peuvent être tirées de diverses sources, qu'il s'agisse de recensements, d'enquêtes statistiques et/ou de fichiers administratifs.

Les données obtenues à l'issue d'un dénombrement administratif tiennent lieu de statistiques.

Article 8 :

Les organismes responsables de la statistique doivent choisir leur source en tenant compte de la qualité des données qu'elle peut fournir, de

Agace ka 4: Ahava ibiharuro vy'ivyatorokanijwe bifatirwako

Ingingo ya 7:

Ivyatorokanijwe bikoreshwa nk'ibiharuro bifatirwako bishobora kuva ahantu hatandukanye, haba muri rusansuma, mu matohoza y'ugutorokanya ibiharuro bifatirwako no mu mafishi akoreshwa mu ntwaro canke bikava hamwe muri aho.

Ivyatorokanijwe vyabonetse mu gihe abajejwe intwaro batorokanije ibiharuro bijanye n'ubuzima bw'abantu bo mu mugwi kanaka na vyo nyene birafatirwako.

Ingingo ya 8:

Amashirahamwe ajejwe gutorokanya ibiharuro bifatirwako ategerezwa guhitamwo aho akura ibitorokanywa afatiye ku kugene ibitorokanywa ashobora kuronka biba bimeze, ko

Article 5:

Les activités statistiques couvrent tous les domaines de la vie de la Nation, notamment :

1. Les caractéristiques démographiques et sociales de la population ;
2. Les caractéristiques culturelles ;
3. Les données économiques, financières, monétaires, commerciales, industrielles et infrastructurelles ;
4. Les données agro-pastorales et environnementales ;
5. Les statistiques judiciaires et policières.

Ibikorwa bijanye n'ugutororokanya ibiharuro bifatirwako vyerekeye ibisata vyose bigize ubuzima bw'igihugu nk'ibi bikurikira:

1. Ibiranga igwirirana ry'abantu n'ivyerekana ingene babayeho;
2. Ibiranga imico kama ;
3. Ibitororokanywa vyerekeye ubutunzi, amafaranga akoreshwa mu gihugu, ingene ahanahanwa, ubudandaji, amahinguriro n'ivyubakwa ;
4. Ibitororokanywa bijanye n'uburimi, ubworozi hamwe n'ibidukikije ;
5. Ibiharuro bitororokanywa bifatirwako mu butungane no mu giporisi.

Section 3 : De la qualité des statistiques**Article 6 :**

Les exigences de qualité de l'information statistique portent sur :

1. **La pertinence** : les statistiques officielles doivent répondre aux besoins des utilisateurs ;
2. **La pérennité** : les statistiques officielles doivent être conservées sous une forme aussi détaillée que possible afin d'en garantir l'utilisation par les générations futures, tout en préservant les principes de confidentialité et de protection des répondants ;
3. **L'exactitude et la fiabilité** : les statistiques officielles doivent refléter la réalité de façon exacte et fiable ;
4. **La continuité** : les autorités statistiques garantissent la continuité et la comparabilité dans le temps des informations statistiques ;

Agace ka 3: Ingene ibiharuro vy'ibitororokanywa bifatirwako biba bimeze**Ingingo ya 6:**

Ibiharuro vy'ibitororokanywa bifatirwako bitegerezwa kuba bimeze uku gukurikira:

1. **ari nkenywa:** ibiharuro vy'ibitororokanywa bifatirwako vyemewe bitegerezwa kuba bihuye n'ivyo ababikoresha bakeneye;
2. **bimara igihe kirekire:** ibiharuro vy'ibitororokanywa bifatirwako vyemewe bitegerezwa gushingurwa uko bishoboka kwose mu buryo butomoye kugira bishobore gukoreshwa muri kazoza hatibagiwe ko ingingo ngenderwako z'ukubigumiza mw'ibanga n'ugukingira abatanga inkuru ziguma zubahirijwe;
3. **birashe kandi vyizewe:** ibiharuro vy'ibitororokanywa bifatirwako vyemewe bitegerezwa kuba bihuye n'ukuri ku buryo burashe kandi bwizewe;
4. **bibandanya gukoreshwa:** abategetsu bajewe ivyerekeye gutororokanya ibiharuro bifatirwako baritwararika ko inkuru zerekeye ibiharuro vy'ibitororokanywa bifatirwako zibandanya gukoreshwa kandi zishobora kugereranywa n'izindi hafatiwe ku zatororokanijwe muri kahise;

leur actualité, particulièrement, de la charge qui pèse sur les répondants et les coûts sur les donateurs.

Article 9 :

L'utilisation par les autorités statistiques des fichiers administratifs à des fins statistiques doit être garantie par la loi sous réserve de confidentialité.

CHAPITRE III : DE L'ORGANISATION DU SYSTEME STATISTIQUE NATIONAL (SSN)

Section 1 : Des composantes du système statistique national (SSN)

Article 10 :

Le Système Statistique National (SSN) comprend :

1. Le Comité National de l'Information Statistique, en abrégé CNIS ;
2. Le Comité Technique de l'Information Statistique, en abrégé CTIS ;
3. L'autorité statistique nationale qui assure en même temps le secrétariat technique permanent du Comité National de l'Information Statistique et la présidence du Comité Technique de l'Information Statistique (CTIS) ;
4. Les services chargés d'élaborer des données statistiques placés auprès des départements ministériels, des organismes publics et parapublics ;

bijanye n'igihe kigezweho, na cane cane, ibishobora kuremera abatanga inkuru n'uburyo butangwa n'abafasha ayo mashirahamwe.

Ingingo ya 9:

Mu gihe abategetsi bajewe ivyerekeye gutororokanya ibiharuro bifatirwako bakoresheje amafishi akoresha mu ntwaro kugira baronke ibiharuro bifatirwako bategerezwa kubikora bisunze amategeko hatirengagijwe ko bategerezwa kubigumiza mw'ibanga.

IGICE CA III: INGENE URWEGO RUHURIKIYEMWO IBISATA BIJEJWE GUTOROROKANYA IBIHARURO BIFATIRWAKO MU GIHUGU (SSN) RUTUNGANIJWE

Agace ka 1: Ibigize urwego ruhurikiyemwo ibisata bijewe gutororokanya ibiharuro bifatirwako mu gihugu (SSN)

Ingingo ya 10:

Urwego ruhurikiyemwo ibisata bijewe gutororokanya ibiharuro bifatirwako (SSN) rugizwe na:

1. Komite y'igihugu ijewe gutororokanya inkuru zerekeye ibiharuro bifatirwako, CNIS mu mpfunyapfunyo y'igifaransa;
2. Komite y'abahinga bajewe inkuru zerekeye ibiharuro vy'ibitororokanywa bifatirwako, CTIS mu mpfunyapfunyo y'igifaransa;
3. Igisata c'igihugu kijejwe gutororokanya ibiharuro bifatirwako kijejwe igikorwa c'ubunyamabanga ntayegayezwa bwa Komite CNIS mu bijanye n'ubuhinga kikaba ari na co kirongora Komite y'abahinga bajewe inkuru zerekeye ibiharuro vy'ibitororokanywa bifatirwako (CTIS);
4. Ibisata bijewe gutororokanya ibiharuro bifatirwako vyashizwe mu bushikiranganji butandukanye, mu mashirahamwe ya Reta no mu mashirahamwe yegamiye Reta;
5. Amashure, ibisata vy'igihugu n'ibigo bitanga inyigisho zerekeye ibiharuro

5. Les écoles, les institutions nationales et les centres de formation statistique ou démographique.

vy'ibitorokanywa bifatirwako canke izerekeye igwirirana ry'abantu.

Paragraphe 1 : Du Comité National de l'Information Statistique (CNIS), du Comité Technique de l'Information Statistique (CTIS) et de l'autorité statistique nationale

Agahimba ka 1 : Komite y'igihugu ijejwe gutorokanya inkuru zerekeye ibiharuro bifatirwako (CNIS), Komite y'abahinga bajejwe inkuru zerekeye ibiharuro vy'itorokanywa bifatirwako (CTIS) n'igisata c'igihugu kijejwe gutorokanya ibiharuro bifatirwako

Article 11 :

Le Comité National de l'Information Statistique, CNIS en siglè est un organe consultatif national du système statistique au Burundi.

Ingingo ya 11 :

Komite y'igihugu ijejwe gutorokanya inkuru zerekeye ibiharuro bifatirwako, CNIS mu mpfunyapfunyo y'igifaransa ni urwego mpanuzwajambo ku rwego rw'igihugu ruhurikiyemwo ibisata bijejwe gutorokanya ibiharuro bifatirwako mu Burundi.

Ses attributions, sa composition et ses règles de fonctionnement sont fixées par décret.

Imirimo iyo Komite ishinzwe, abayigize n'amategeko agenga ingene ikora bishingwa n'itegeko ry'Umukuru w'igihugu.

Article 12 :

Le Comité Technique de l'Information Statistique (CTIS) est un organe chargé d'apporter un appui technique au Comité National de l'Information Statistique (CNIS).

Ingingo ya 12 :

Komite y'abahinga bajejwe inkuru zerekeye ibiharuro vy'ibitorokanywa bifatirwako (CTIS) ni urwegu rushinzwe kwunganira mu vy'ubuhinga Komite y'igihugu ijejwe gutorokanya inkuru zerekeye ibiharuro bifatirwako (CNIS).

La composition et les prérogatives du Comité Technique de l'Information Statistique (CTIS) sont définies dans le décret portant création, attributions, composition et règles de fonctionnement du Comité National de l'Information Statistique (CNIS).

Abagize Komite y'abahinga bajejwe inkuru zerekeye ibiharuro vy'itorokanywa bifatirwako (CTIS) n'ububasha bwayo bitomorwa mw'itegeko ry'Umukuru w'igihugu nishiraho Komite y'igihugu ijejwe gutorokanya inkuru zerekeye ibiharuro bifatirwako (CNIS), imirimo ijejwe, abayigize n'amategeko agenga ingene ikora.

Article 13 :

L'autorité statistique nationale est un organe qui assure la coordination technique des activités du Système Statistique National (SSN).

Ingingo ya 13 :

Igisata c'igihugu kijejwe gutorokanya ibiharuro bifatirwako vy'urwego ruhurikiyemwo ibisata bijejwe gutorokanya ibiharuro bifatirwako (SSN mpfunyapfunyo y'igifaransa).

La dénomination, le statut, les attributions et règles de fonctionnement de l'autorité statistique nationale sont définis par décret.

Izina ry'igisata c'igihugu kijejwe gutorokanya ibiharuro bifatirwako, ingene gifatwa, imirimo gishinzwe n'amategeko agenga ingene gikora bitomorwa n'itegeko ry'Umukuru w'igihugu.

Paragraphe 2 : Des autres services chargés d'élaborer des données statistiques placés auprès des départements ministériels, des organismes publics et parapublics

Article 14 :

Les autres services chargés d'élaborer des données statistiques sont les services centraux de statistiques des ministères et les structures statistiques périphériques.

Les attributions et règles de fonctionnement de ces services sont définies dans le cadre des attributions des départements ministériels et organismes auprès desquels ils sont placés ou par des textes spécifiques.

Article 15 :

Les services centraux de statistiques des ministères couvrent notamment les statistiques démographiques et sociales, les statistiques de l'administration judiciaire et policière, les statistiques économiques, financières, monétaires, commerciales, industrielles et infrastructurelles, les statistiques du développement rural et environnementales de leur ressort.

Article 16 :

Les structures statistiques périphériques comprennent les services statistiques des administrations déconcentrées, décentralisées et ceux des entreprises publiques et parapubliques.

Paragraphe 3 : Des institutions nationales, des écoles et centres de formation statistique ou démographique

Article 17 :

Des institutions nationales, des écoles et centres de formation spécialisés en statistique ou en

Agahimba ka 4 : Ibindi bisata bijejwe gutororokanya ibiharuro bifatirwako vyo mu bushikiranganji butandukanye, mu mashirahamwe ya Reta no mu yegamiye Reta

Ingingo ya 14 :

Ibindi bisata bijejwe gutororokanya ibiharuro bifatirwako ni ibisata vyo mu burongozi bw'ubushikiranganji butandukanye bijejwe gutororokanya ibiharuro bifatirwako n'ibindi bisata bibikukira.

Ibikorwa ivyo bisata bijejwe n'amategeko agenga ingene bikora bitomorwa mu mategeko agenga ibikorwa vy'ibisata vy'ubushikiranganji n'amashirahamwe ivyo bisata birimwo canke bigatomorwa n'amategeko avyerekeye.

Ingingo ya 15 :

Ibisata vyo mu burongozi bw'ubushikiranganji butandukanye bijejwe gutororokanya ibiharuro bifatirwako bitororokanya cane cane, kimwe kimwe cose mu vyo gifitiye ububasha, ibiharuro bijanye n'igwirirana ry'abantu n'ivyerekeye imibano, ibijanye n'ubutungane n'igiporisi, ibijanye n'ubutunzi, amafaranga akoresha mu gihugu, ingene ahanahanwa, ubudandaji, amahinguriro n'ivyubakwa, ibijanye n'iterambere ry'ahatari mu bisagara n'ibiharuro bifatirwako vyerekeye ibidukikije.

Ingingo ya 16 :

Ibisata bijejwe gutororokanya ibiharuro bifatirwako bikukira ibisata vyo mu burongozi bwo mu bushikiranganji bigizwe n'ibisata bijejwe ico gikorwa vyo mu bisata vy'ubushikiranganji bikwiragijwe mu gihugu, ivyegerejwe abanyagihugu hamwe n'ibisata bijejwe ico gikorwa nyene, vy'amashirahamwe ya Reta n'ivy'ayegamiye Reta.

Agahimba ka 3 : Ibisata vy'igihugu, amashure n'ibigo bitanga inyigisho zerekeye gutororokanya ibiharuro bifatirwako canke izerekeye igwirirana ry'abantu

Ingingo ya 17 :

Ibisata vy'igihugu, amashure, n'ibigo bitanga inyigisho zerekeye ugutororokanya ibiharuro bifatirwako canke izijanye n'igwirirana ry'abantu

démographie peuvent être créés aux fins d'améliorer le fonctionnement des activités du Système Statistique National (SSN) et en fonction des besoins du pays

birashobora gushirwaho mu ntumbero yo gutuma ibikorwa vy'urwego ruhurikiyemwo ibisata bijejwe gutororokanya ibiharuro bifatirwako mu gihugu (SSN) birangurwa neza kuruta kandi hafatiwe ku vyo igihugu gikeneye.

Section 2: De la responsabilité des composantes du Système Statistique National

Article 18 :

Dans l'exercice de leurs missions de production et de diffusion des données statistiques, les composantes du Système Statistique National (SSN) se conforment à la présente loi ainsi qu'aux principes fondamentaux de la statistique officielle, notamment le respect du secret statistique ainsi que le respect des normes, des méthodes et des concepts utilisés au plan international en matière statistique.

Article 19 :

La collecte, le traitement et la diffusion des données statistiques officielles pour les besoins de l'Etat relèvent des services et des établissements composant le Système Statistique National (SSN).

Le dépositaire des statistiques officielles est le responsable de l'autorité statistique nationale. C'est lui qui autorise leur accès pour un domaine bien précis.

Les données statistiques officielles ne peuvent être diffusées que par les services les ayant produites après avis du Comité Technique de l'Information Statistique (CTIS).

Les données statistiques de souveraineté nationale (indiquées dans les programmes et plans de production statistique) ne sont diffusées qu'après approbation du Comité National de l'Information Statistique (CNIS).

Article 20 :

La publication des données statistiques officielles s'inscrivant dans le cadre d'un programme annuel est soumise à la validation du Comité Technique de l'Information Statistique (CTIS).

Agace ka 2: Ivyo ibisata bijejwe gutororokanya ibiharuro bifatirwako bibazwa

Ingingo ya 18 :

Mu kurangura imirimo bishinzwe yerekeye ugutororokanya n'ugutangaza ibiharuro vy'ibitororokanywa bifatirwako, ibisata bigize Urwego SSN vyisunga iri bwirizwa n'ingingo ngenderwako nyamukuru mu gutororokanya ibiharuro bifatirwako zemewe, na cane cane ukugumiza mw'ibanga ibiharuro vy'ibitororokanywa bifatirwako hamwe n'ukwubahiriza amategeko yisungwa, ubuhinga n'amajambo nyamukuru bikoresha ku rwego mpuzamakungu mu vyerekeye ugutororokanya ibiharuro bifatirwako.

Ingingo ya 19 :

Ibisata n'amashirahamwe bigize Urwego SSN ni vyo bijejwe gutororokanya, kwihweza no gutangaza ibiharuro bifatirwako vyemewe bijanye n'ivyo Reta ikenera.

Uwujejwe ibiharuro vyatororokanijwe bifatirwako vyemewe ni Umushikiranganji ashinzwe ibiharuro bitororokanywa bifatirwako. Ni we atanga uruhusha rw'ukuronka ivyo mu gisata kanaka.

Ibiharuro vy'ivyatororokanijwe bifatirwako vyemewe bishobora gutangazwa gusa n'ibisata vyabitororokanije, Komite CTIS imaze kugira ico ibivuzeko.

Ibiharuro vy'ivyatororokanijwe bifatirwako vyerekeye ubwigenge bw'igihugu bitangazwa ari uko Komite CNIS ibanje kuvyemera.

Ingingo ya 20 :

Ibiharuro vy'ivyatororokanijwe bifatirwako vyemewe bitangazwa nk'uko bitegekanijwe mu mugambi wo ku mwaka bibanje kwemezwa na Komite y'abahinga bajejwe inkuru zerekeye ibiharuro vy'ibitororokanywa bifatirwako (CTIS).